

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	100 fr.	60 fr.
{ Pays à plein tarif	120 fr.	70 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée; moitié prix; minimum	20 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

RADIOTÉLÉGRAMMES OFFICIELS

Paris, le 12 janvier 1946

GOUVERNEUR LOMÉ

N° 7/AP. — De Commissaire République en mission citation.

Heureux vous annoncer parution officiel 4 Janvier décret n° 46-6 portant réorganisation administrative Togo et création assemblées représentatives stop Ce texte donnant satisfaction vœux unanimes Togolais rend territoire son *autonomie administrative* stop Donnez publicité et dites tous nos collaborateurs européens et indigènes toute ma joie de leur annoncer bonne nouvelle signé NOUTARY fin citation.

MINISTÈRE COLONIES.

Dakar, le 19 Janvier 1946

GUGAL

A COMMISSAIRE RÉPUBLIQUE TOGO LOMÉ

N° 37 AP/1 — Mon arrêté du 15 Janvier promulgue Décret 3 Janvier 1946 qui rend au Territoire du Togo son *autonomie administrative* stop A l'occasion du dernier acte accompli en qualité de Haut-Commissaire je tiens tout particulièrement à remercier la population Togolaise de l'effort qu'elle a fourni pour contribuer à la victoire de la France et des Alliés et de l'attachement qu'elle a montré à la France pendant

cette période difficile stop Je forme le vœu que les liens d'amitiés qui unissent l'Afrique Occidentale Française et le Togo restent aussi solides que par le passé stop Je vous remercie ainsi que vos collaborateurs Français et Togolais de votre dévouement stop Bonne chance au Togo.

COURNARIE.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1946

- | | | |
|--------------|---|----|
| 11 septembre | — Arrêté ministériel (Colonies) relatif à l'administration des agents contractuels. (Arrêté de promulgation N° 4 Cab. du 4 janvier 1946) | 62 |
| 25 décembre | — Décret fixant la valeur de certaines monnaies des territoires d'outre-mer libellées en francs. (Arrêté de promulgation N° 750 Cab. du 27 décembre 1945) | 63 |
| 26 décembre | — Loi N° 45-0140 relative à certaines conséquences de la modification des taux de change dans la zone franc. (Arrêté de promulgation N° 2 Cab. du 3 janvier 1946) | 63 |
| 26 décembre | — Décret N° 45-0143 fixant les conditions de règlement des obligations entre les territoires de la zone franc. (Arrêté de promulgation N° 2 Cab. du 3 janvier 1946) | 64 |
| 29 décembre | — Décret N° 45-0176 déclarant vacant le siège d'un député à l'assemblée nationale constituante du collège | |

des citoyens du Dahomey-Togo et portant convocation des collèges électoraux en vue de l'élection d'un nouveau député. (*Arrêté de promulgation N° 32 Cab. du 10 janvier 1946*)

66

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945

28 décembre — N° 3985 F. — Arrêté relatif à l'interdiction de circulation des billets de Banque de France de 5, 10 et 20 francs

67

29 décembre — N° 4.009 SE. — Arrêté portant création en A.O.F. d'une caisse de péréquation et compensation

67

1946

5 janvier — N° 74 AP. — Arrêté fixant le délai de révision des listes électorales des citoyens et citoyennes en ce qui concerne la circonscription électorale Dahomey-Togo

68

ACTES DU POUVOIR LOCAL

27 décembre — N° 748 F. — Arrêté portant prorogation de crédits

68

28 décembre — N° 752 AE. — Arrêté fixant le prix d'achat du ricin pour la campagne 1945-1946

69

30 décembre — N° 758 F. — Arrêté rendant obligatoirement payables par virements de banque certaines dépenses de l'Etat, du Territoire, des communes et des établissements publics.

70

1946

3 janvier — N° 1 AE. — Arrêté fixant pour 1946 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance et le montant de la quote-part due au fonds commun.

70

3 janvier — N° 3 F. — Arrêté fixant à nouveau les taux de cession de la main-d'œuvre pénale

71

4 janvier — N° 7 F. — Arrêté portant approbation du budget primitif de la commune-mixte de Lomé pour l'exercice 1946.

71

4 janvier — N° 9 CFT. — Arrêté autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du Chemin de fer et du wharf

71

5 janvier — N° 11 AE. — Arrêté fixant la date limite de dépôt dans les caisses publiques de tous titres d'emprunt libellés en francs.

71

6 janvier — N° 18 APA. — Arrêté portant modification du taux de la solde de deux chefs de canton

71

9 janvier — N° 26 APA. — Arrêté portant désignation des membres des commissions administratives chargées de procéder à la révision des listes électorales de citoyens et citoyennes pour l'année 1946.

71

9 janvier — N° 27 APA. — Arrêté portant nomination de nouveaux membres à adjoindre aux commissions administratives chargées de procéder à la révision des listes électorales des citoyens, en vue de la constitution de commissions administratives de jugement pour l'année 1946.

71

9 janvier — N° 28 APA. — Arrêté portant nomination des membres des commissions administratives chargées de procéder à la révision des listes électorales en ce qui concerne les non citoyens, pour l'année 1946.

72

9 janvier — N° 29 APA. — Arrêté portant nomination de nouveaux membres à adjoindre aux commissions administratives chargées de procéder à la révision des listes électorales des non-citoyens, en vue de la constitution de commissions administratives de jugement, pour l'année 1946.

72

Rectificatif au règlement intérieur en date du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire des cercles, services et bureaux du territoire du Togo.

72

Personnel

72

Divers

75

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis (*Examens professionnels*)

84

Avis d'adjudication.

85

Avis relatif à l'importation et à l'exportation du tabac.

85

Domaines

85

Etude de M^e Raymond Viale (Divorce)

86

Avis

86

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnel

Agents contractuels

ARRETE N° 4 CAB. du 4 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 14 octobre 1936 portant réglementation des engagements par contrat (J.O. A.O.F. du 28 novembre 1936);

Vu l'arrêté ministériel (Colonies) du 1^{er} octobre 1943 fixant à nouveau le taux de rémunération globale annuelle au-dessous duquel l'approbation ministérielle n'est pas exigée pour le recrutement des agents contractuels, promulgué au Togo le 20 décembre 1943;

Vu l'arrêté général N° 3554 AP. du 23 novembre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'arrêté ministériel (colonies) du 11 septembre 1945 relatif à l'administration des agents contractuels.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

Par arrêté du ministre des colonies en date du 11 septembre 1945, le taux de la rémunération globale annuelle des agents contractuels, au-dessus duquel l'approbation ministérielle est exigée en vertu du décret du 14 octobre 1936, est fixé à 120.000 frs.

L'arrêté du 1^{er} octobre 1943 fixant ce plafond à 96.000 francs est abrogé.

Ces dispositions prennent effet du 11 septembre 1945.

Monnaies

ARRETE N° 750 CAB. du 27 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le radiotélégramme N° c. 520 Cab. du 26 décembre 1945 du Gouverneur général, Haut-Commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 25 décembre 1945 fixant la valeur de certaines monnaies des territoires d'outre-mer libellées en francs.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 27 décembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République française,

Sur la proposition du Ministre des Finances et du Ministre des Colonies;

Vu le Sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Le Conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 26 décembre 1945 inclus les monnaies libellées en francs des Territoires d'outre-mer suivant : A.O.F., A.E.F., Cameroun, Togo, Côte française des Somalis, Madagascar et Réunion ont une parité de 100 francs de ces territoires pour 170 francs.

Ces monnaies constituent le groupe des francs des colonies françaises d'Afrique (franc CFA).

ART. 2. — A compter de la même date la monnaie libellée en francs de Saint-Pierre et Miquelon a la même parité, par rapport au franc, que les francs des colonies françaises d'Afrique (franc CFA).

ART. 3. — A compter du 26 décembre 1945 inclus les monnaies libellées en francs de la Nouvelle-Calédonie, des Nouvelles-Hébrides et des Etablissements français de l'Océanie ont une parité de 100 francs de ces territoires pour 240 francs.

Ces monnaies constituent le groupe des francs des colonies françaises du Pacifique (franc C.F.P.).

ART. 4. — Le Ministre des Finances et le Ministre des Colonies sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française.

Fait à Paris, le 25 décembre 1945.

Ch. DE GAULLE,

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République française :

Le Ministre des Finances,

R. PLEVEN.

Le Ministre des Colonies,

Jacques SOUSTELLE.

ARRETE N° 2 CAB. du 3 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936, portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le radiotélégramme officiel n° c. 529/AP. du 29 décembre 1945 du Gouverneur général, Haut-Commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1° — la loi n° 45-0140 du 26 décembre 1945 relative à certaines conséquences de la modification des taux de change dans la zone franc;

2^e — le décret n° 45-0143 du 26 décembre 1945 fixant les conditions de règlement des obligations entre les territoires de la zone franc.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 3 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

LOI N° 45-0140 du 26 décembre 1945.

L'Assemblée Nationale Constituante a adopté;

Le Président du Gouvernement Provisoire de la République promulgue la loi dont la teneur suit;

TITRE PREMIER

CONVENTION ENTRE L'ETAT ET LA BANQUE DE FRANCE

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la convention ci-annexée passée le 24 décembre 1945 entre le ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France.

TITRE II

MODIFICATION DE L'ASSIETTE DE L'IMPÔT DE SOLIDARITÉ NATIONALE

ART. 2. — Lorsque par application des dispositions de l'ordonnance 45-1820 du 15 août 1945, instituant un impôt de solidarité nationale, l'évaluation d'un bien soumis à cet impôt et qui n'a pas donné lieu à conversion en francs antérieurement au 26 décembre 1945 nécessite la conversion en francs d'une valeur exprimée en monnaie étrangère, les cours de change à retenir sont les cours en vigueur à la date de publication de la présente loi.

TITRE III

RÉQUISITION DES AVOIRS EN OR OU EN DEVISES ÉTRANGÈRES, DES VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES ET DES AVOIRS A L'ÉTRANGER.

ART. 3. — Le Gouvernement est autorisé à procéder par décrets contresignés par le Ministre des Finances ainsi que par le Ministre de l'Intérieur ou le Ministre des colonies en ce qui concerne les territoires relevant de leur compétence, à la réquisition au profit du Trésor de l'or, des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères, ainsi que des biens situés à l'étranger appartenant à des personnes physiques de nationalité française, ayant leur résidence habituelle en France, en Algérie ou dans un territoire relevant du ministère des colonies ou appartenant à des personnes morales pour leurs établissements dans les mêmes territoires. Pour les biens déjà déclarés en exécution de l'ordonnance n° 45-86 du 16 janvier 1945 ou qui le seraient avant le 1^{er} avril 1946, le prix de réquisition sera calculé sur la base des cours en vigueur au jour de la réquisition. Les personnes qui, en exécution du paragraphe précédent, auront fait leur déclaration postérieurement à l'expiration du délai

prévu par l'ordonnance susvisée du 16 janvier 1945 et avant le 1^{er} avril 1946, devront acquitter la taxe de légitimation qui serait éventuellement due.

ART. 4. — Le défaut d'exécution des mesures prescrites en application de l'article précédent et des décrets ou arrêtés pris pour son application est constaté, poursuivi et réprimé dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 mai 1945 relative à la répression des infractions à la réglementation des changes.

ART. 5. — L'ordonnance du 1^{er} mai 1944 relative à la réquisition des avoirs en or, des avoirs à l'étranger, est abrogée.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 6. — En cas de changements apportés à la valeur des diverses monnaies libellées en francs de la zone franc les unes par rapport aux autres des décrets contresignés par le Ministre des Finances et le Ministre des Colonies, fixent les conditions dans lesquelles sont réglées les obligations entre personnes résidant dans les territoires intéressés. Ces décrets fixent également les cas et les conditions dans lesquels des indemnités peuvent être accordées et réglées par l'Etat, soit en espèces soit en valeurs du Trésor ou en rentes créées à cet effet en raison des pertes résultant des conditions de règlement ainsi déterminées, ainsi que les reprises qui peuvent être exercées sur les bénéfices exceptionnels résultant des dites conditions de règlement.

ART. 7. — Les déclarations, récépissés et actes de tous genres établis en exécution des dispositions des décrets visés aux titres III et IV de la présente loi ainsi que des arrêtés ou instructions pris pour leur application sont exempts de tous droits de timbre ou d'enregistrement. La présente loi délibérée et adoptée par l'Assemblée Nationale Constituante sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 26 décembre 1945.

Ch. DE GAULLE.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République française :

Le Ministre des Finances,

R. PLEVEN.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Pierre-Henri TEITGENT.

Le Ministre des affaires étrangères,
Georges BIDAULT.

Le Ministre de l'Intérieur,
A. TIXIER.

Le Ministre de l'Economie nationale
François BILLOUX.

Le Ministre des Colonies,
Jacques SOUSTELLE.

DECRET N° 45-0143 du 26 décembre 1945.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République française,

Sur la proposition du Ministre des Finances et du Ministre des Colonies;

Vu la loi monétaire du 26 décembre 1945;

Vu le décret n° 45-0136 du 25 décembre 1945 fixant la valeur de certaines monnaies des territoires d'outre-mer libellées en francs;

Vu l'ordonnance n° 45-1874 du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'Assemblée nationale constituante des Territoires d'outre-mer relevant du Ministère des Colonies;

DECRETE :

TITRE PREMIER

RÈGLEMENT DES OBLIGATIONS ENTRE TERRITOIRES DE LA ZONE FRANC

ARTICLE PREMIER. — Les obligations en francs nées postérieurement au 26 décembre 1945 entre personnes résidant dans deux territoires de la zone franc sont, sauf stipulation contraire des parties, réputées libellées en francs métropolitains.

ART. 2. — Sous réserve des dispositions particulières propres à certaines catégories de dettes et prévues à l'article 3 ci-dessous, les obligations en francs nées antérieurement au 26 décembre 1945 entre personnes résidant dans deux territoires de la zone franc dont les monnaies libellées en francs ont changé de valeur l'une par rapport à l'autre, sont, sauf accords contraires des parties, réputées libellées en francs métropolitains.

ART. 3. — Par dérogation aux dispositions de l'article précédent :

1° — le solde créditeur d'un compte de dépôt est réputé libellé dans la monnaie du territoire où le compte est tenu quel que soit le lieu de résidence du déposant;

2° — les effets de commerce et les chèques sont réputés libellés en francs du territoire prévu comme lieu de paiement;

3° — les pensions de toute nature dues par l'Etat aux personnes ayant au 26 décembre 1945 leur résidence dans un territoire d'outre-mer sont payables dans la monnaie de ce territoire, aussi longtemps que ces personnes y conservent leur résidence;

4° — les bons du Trésor sont réputés libellés dans la monnaie du Territoire où ils ont été émis. En ce qui concerne toutefois les bons du Trésor émis dans un territoire d'outre-mer dont la monnaie libellée en francs a acquis une valeur supérieure à celle du franc métropolitain, le bénéfice de cette disposition est réservé aux personnes résidant dans ce territoire et subordonné à l'accomplissement des formalités prévues à l'article 7 ci-dessous;

5° — les rentes, obligations et autres titres d'emprunt émis dans le public sont réputés libellés en francs métropolitains quels que soient le lieu du siège de la collectivité ou de l'établissement émetteur et celui de la résidence du porteur.

ART. 4. — Les dispositions des articles ci-dessus qui fixent la monnaie de compte des obligations aux-

quelles ils se réfèrent ne font pas obstacle à la possibilité pour les parties d'adopter pour le paiement une autre monnaie de la zone franc.

TITRE II

INDEMNITÉS

ART. 5. — Toute personne résidant au 26 décembre 1945 dans un territoire d'outre-mer dont la monnaie libellée en francs a acquis une valeur supérieure à celle du franc métropolitain et qui y détient à cette date un titre d'emprunt libellé en franc émis par l'Etat, l'Algérie, une colonie ou un pays de protectorat ou garanti par l'Etat, est indemnisée par l'Etat de la perte subie sur ce titre du fait du changement de parité. Cette indemnité est réglée en rente perpétuelle de 3 %. L'attribution en est toutefois subordonnée à l'accomplissement des formalités prévues à l'article 7 ci-dessous.

ART. 6. — Toute entreprise industrielle ou commerciale qui a subi une perte nette de plus de 20.000 francs par suite du jeu des dispositions prévues aux articles 2 et 3 ci-dessus, peut obtenir en couverture de cette perte, dans les conditions et moyennant l'accomplissement des formalités qui seront définies dans un décret ultérieur, une indemnité en espèces versée par le Trésor.

Les dispositions de l'alinéa ci-dessus sont applicables à la Caisse Centrale de la France d'outre-mer.

TITRE III

DISPOSITIONS D'APPLICATION

ART. 7. — L'application des dispositions prévues à l'article 3, paragraphe 4, alinéa 2 et à l'article 5 ci-dessus est subordonnée à l'accomplissement des formalités suivantes : les titres considérés doivent être déposés chez un comptable du Trésor ou un intermédiaire agréé du Territoire où ils sont détenus dans un délai qui est fixé pour chaque territoire par le Chef de ce Territoire et ne peut, en aucun cas, excéder quinze jours à compter du 26 décembre 1945. Des décisions concertées des Ministres des Finances et des Colonies peuvent accorder des prorogations de ce délai dans des cas exceptionnels. Le déposant doit remettre au dépositaire en même temps que les titres eux-mêmes une déclaration établie conformément aux instructions conjointes du Ministre des Finances et du Ministre des Colonies. Les organismes dépositaires doivent déclarer aux Trésoriers généraux ou trésoriers payeurs dont relève leur résidence, les titres qu'ils ont reçus ainsi en dépôt dans un délai de huit jours à compter du jour de ce dépôt. Ils doivent également déclarer à ces comptables dans un délai d'un mois à compter du 26 décembre 1945 les titres visés à l'article 7 (paragraphe 4, alinéa 2) et à l'article 5 ci-dessus qu'ils détenaient en dépôt avant cette date. La forme de ces déclarations sera précisée... et du Ministre des Colonies. Les titres ainsi déposés et déclarés doivent rester en dépôt jusqu'à la date de leur remboursement, en ce qui concerne les bons du Trésor, pendant une durée de six mois à compter du 26 décem-

bre 1945, en ce qui concerne les autres titres, sous réserve de cette disposition, ils peuvent être cédés ou négociés.

ART. 8. — Sont considérés comme résidant dans un territoire déterminé pour l'application du présent décret :

1° — les personnes physiques ayant dans ce territoire leur résidence habituelle quel que soit le lieu de leur domicile légal, étant précisé que le lieu d'inscription sur les listes électorales prévues par l'ordonnance n° 45-1874 du 22 août 1945, sera retenu comme lieu de résidence habituelle jusqu'au 28 février 1946;

2° — les entreprises, sièges, agences, succursales ou autres dépendances ayant une gestion distincte que possèdent dans ce territoire des personnes morales quel que soit le lieu de leur siège social.

ART. 9. — Le Ministre des Finances et le Ministre des Colonies sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française.

Fait à Paris, le 26 décembre 1945.

Ch. DE GAULLE.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République française :

Le Ministre des Finances,
R. PLEVEN.

Le Ministre des Colonies,
Jacques SOUSTELLE.

Elections

ARRETE N° 32 CAB. du 10 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le radiotélégramme n° 8/AP. du 7 janvier 1946 du Gouverneur général, Haut-Commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 45-0176 du 29 décembre 1945 déclarant vacant le siège d'un député à l'Assemblée nationale constituante du collège des citoyens du Dahomey-Togo et portant convocation des collèges électoraux en vue de l'élection d'un nouveau député.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 10 janvier 1946.
H. GAUDILLOT.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Colonies;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu l'article 18 du Sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'Assemblée élue le 21 octobre 1945 des territoires d'outre-mer relevant du Ministère des colonies modifiée et complétée par l'ordonnance du 9 octobre 1945 notamment son article 9;

Vu le décret du 9 août 1945 prescrivant en A.O.F. et au Togo une révision et l'établissement des listes électorales;

Vu le décret du 30 août 1945 fixant dans les territoires d'outre-mer relevant du Ministère des Colonies les modalités des opérations relatives aux élections prévues par l'ordonnance du 22 août 1945 précitée;

Vu l'ordonnance du 18 octobre 1945 portant extension aux territoires d'outre-mer relevant du Ministère des Colonies des dispositions de l'ordonnance du 17 août 1945 relative à l'électorat et à l'éligibilité des militaires;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le siège de député du collège des citoyens du Dahomey-Togo à l'Assemblée Nationale Constituante est déclaré vacant par suite du décès de M. le R.P. Aupiais, député élu.

ART. 2. — Les collèges électoraux des citoyens du Dahomey-Togo sont convoqués pour le 10 février 1946 pour le premier tour de scrutin en vue de procéder à l'élection d'un député à l'Assemblée Nationale Constituante. Les collèges seront réunis pour procéder s'il y a lieu au second tour de scrutin le 24 février 1946. L'élection aura lieu sur les listes électorales les plus récentes closes avant le 10 février 1946. Toutefois seront admis au vote, quoique non inscrits sur les listes électorales, les citoyens et les citoyennes porteurs d'une décision du juge de paix ordonnant leur inscription ou d'un arrêt de la cour de cassation annulant un jugement qui aurait prononcé leur radiation.

ART. 3. — A titre exceptionnel, la révision annuelle des listes électorales des citoyens pour 1946 pourra être entreprise au Dahomey et au Togo dès la promulgation du présent décret. Un arrêté du Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française fixera la date à laquelle commenceront ces opérations et les délais de procédure applicables.

ART. 4. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française ainsi qu'au *Journal officiel* de l'Afrique Occidentale Française et du Togo et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des Colonies.

Fait à Paris, le 29 décembre 1945.

Ch. DE GAULLE.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République française :

Le Ministre des Colonies,
Jacques SOUSTELLE.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Billets de Banque de France

ARRETE N° 3985 F. du 28 décembre 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F., modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 29 janvier 1929 concédant à la Banque de l'Afrique Occidentale son privilège d'émission;

Vu le décret du 9 septembre 1939 rendant applicable aux colonies et territoires sous mandat français le décret-loi du 9 septembre 1939 relatif au contrôle des changes et les décrets qui l'ont modifié par la suite;

Vu l'arrêté interministériel du 8 avril 1942, réglementant dans les colonies et territoires africains sous mandat les importations et exportations de valeurs, titres, matières d'or et moyens de paiement;

Vu l'arrêté n° 2.702 F./3 du 3 août 1942, autorisant la circulation en A.O.F. des billets de la Banque de France de 5, 10 et 20 francs;

Vu l'autorisation ministérielle T.O. n° 2.650 AE./F.2 du 11 septembre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A partir de la publication du présent arrêté les billets de la Banque de France de 5, 10 et 20 francs ne seront plus reçus par les Caisses publiques en A.O.F.

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies et le directeur général des finances sont chargés d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 28 décembre 1945.

P. COURNARIE.

Rendu applicable au Togo par arrêté local N° 30 CAB. du 10 janvier 1946.

Caisse de péréquation et de compensation

ARRETE N° 4.009 SE. du 29 décembre 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F., modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 2 janvier 1920 et l'arrêté du 3 mars 1920 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires en A.O.F.;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du Ministère des Colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, notamment les articles 9 et 10;

Vu le décret du 5 décembre 1939 portant délégation de pouvoirs aux chefs de colonies pour la réglementation de l'exportation des produits coloniaux, promulgué en A.O.F. par arrêté du 27 décembre 1939;

Vu la loi du 14 mars 1942 validée par l'ordonnance du 17 mai 1944 portant :

1° — réglementation de l'importation, de l'exportation, de la circulation, de la détention, de l'utilisation et de la mise en vente de tous produits, matières, objets et denrées nécessaires aux besoins des Territoires;

2° — réglementation des prix;

Vu l'arrêté du 11 mai 1942 portant promulgation en A.O.F. de la loi du 14 mars 1942;

Vu le décret du 31 janvier 1944 portant création et organisation du Comité du Commerce Extérieur;

Vu l'urgence;

Sous réserve d'approbation ultérieure en commission permanente du Conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des mesures de compensation ou de péréquation peuvent être prises par arrêté du Gouverneur général dans le but :

1° — de réduire les écarts notables de prix existant entre les marchandises importées de l'étranger et celles qui se trouvent déjà sur le marché local en provenance d'un territoire de l'Union Française ou de l'étranger;

2° — d'absorber en cas d'augmentation du prix des produits exportés en cours de traite d'A.O.F. et du Togo, la différence entre les prix FOB fixés pour la période considérée et les prix FOB résultant des nouveaux cours pratiqués.

ART. 2. — Les opérations de recettes ou de dépenses résultant de l'application de l'article précédent sont dévolues à des caisses locales de péréquation créées au chef-lieu de chaque territoire. La coordination et le contrôle de ces caisses locales sont assurés par une caisse centrale créée à Dakar.

ART. 3. — La gestion des caisses locales est assurée dans chaque colonie par le chef du Bureau des Finances et celle de la caisse centrale par le Directeur général des Finances.

ART. 4. — La liquidation des sommes à verser à la caisse de péréquation ou de compensation sera établie au vu d'un triplicata de la déclaration d'importation ou d'exportation adressée par le service des Douanes aux fonctionnaires chargés de la gestion des caisses de péréquation. Notification des sommes à verser sera adressée directement et sous pli recommandé par la caisse de péréquation aux importateurs et exportateurs intéressés.

ART. 5. — Les versements seront faits par chèques, au compte « Péréquation » ouvert dans ses écritures par le Comité du commerce extérieur. Ces paiements seront effectués soit au compte ouvert par le Comité du commerce extérieur chez la banque de l'Afrique occidentale soit à celui ouvert par le même organisme au service des chèques postaux.

Les versements devront être effectués dans le délai de 30 jours à compter de la mise à bord des marchandises exportées ou de l'enlèvement des marchandises importées.

ART. 6. — Les opérations de dépense susceptibles d'être effectuées par la caisse de péréquation seront fixées dans chaque cas par arrêté du Gouverneur

général. L'ordre de paiement sera établi par les fonctionnaires chargés de la gestion des Caisses et notifié simultanément au comité du commerce extérieur et aux ayants droit. Les paiements s'effectueront par débit du compte « Péréquation » ouvert par le Comité du commerce extérieur. L'ordre de paiement devra dans tous les cas faire référence à l'arrêté ayant prescrit l'opération de péréquation ou de compensation.

ART. 7. — Les Gouverneurs des colonies du groupe, le Commissaire de la République au Togo, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 29 décembre 1945.

P. COURNARIE.

Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local N° 22 CAB. du 7 janvier 1946.

Listes électorales

ARRETE N° 74 AP. du 5 janvier 1946.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F., modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté général du 3 mars 1920 fixant le délai d'application en A.O.F. des lois, décrets et arrêtés du pouvoir central et du Gouverneur général;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection au corps législatif, modifiés notamment par la loi du 7 juillet 1874;

Vu le décret du 26 juin 1884 rendant applicables aux Colonies les articles 11 à 45 de la loi du 5 avril 1884 sur le régime municipal;

Vu le décret du 5 janvier 1910 sur l'électorat politique au Sénégal;

Vu le décret du 19 février 1945 portant adaptation à l'A.O.F. et au Togo de certaines dispositions de l'ordonnance du 20 août 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics après la libération (modifié par le décret du 30 mai 1945);

Vu le décret du 9 août 1945 prescrivant en A.O.F. et au Togo une révision et l'établissement des listes électorales;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'assemblée nationale constituante des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 29 décembre 1945 déclarant vacant un siège de député à l'assemblée nationale constituante du collège des citoyens du Dahomey-Togo, et portant convocation des collèges électoraux en vue de l'élection d'un nouveau député;

Vu les opérations annuelles de révision des listes électorales entreprises pour compter du 1^{er} janvier 1946 suivant le titre 1^{er} du décret réglementaire du 2 février 1852 susvisé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1946, les délais suivants sont impartis aux autorités chargées de procéder à la révision des listes électorales concernant les citoyens et citoyennes de la circonscription électorale Dahomey-Togo.

ART. 2. — Les Commissions administratives prévues à l'article 2 du décret du 5 janvier 1910 pour les communes mixtes et pour les cercles disposent d'un délai de 15 jours pour la révision des listes électorales.

ART. 3. — Les listes sont déposées au bureau de la Mairie ou du Cercle dans les 2 jours qui suivent la fin de leur révision, et transmises dans le même délai au Gouverneur ou au Commissaire de la République.

ART. 4. — Les demandes en inscription ou en radiation doivent être formées dans le délai de 7 jours à compter de l'expiration du délai de publication. Elles sont jugées dans les 2 jours qui suivent par les Commissions administratives de jugement prévues à l'article 3 du décret du 5 janvier 1910. Les décisions de ces commissions sont notifiées dans les 2 jours.

ART. 5. — L'appel des décisions est porté dans les 3 jours devant le tribunal de 1^{re} instance qui statue dans le délai de 3 jours.

ART. 6. — La notification des décisions du tribunal est faite dans le délai de 3 jours, et la clôture des listes électorales est prononcée par le président de la commission dans les deux jours qui suivent, soit avant le 7 février minuit.

ART. 7. — Les délais impartis aux commissions administratives de jugement et aux juges sont impératifs. Si dans les délais impartis, une commission ne statue pas sur la réclamation qui lui est soumise, le réclamant pourra porter directement son appel devant le président du tribunal.

ART. 8. — Les électeurs ne résidant pas au siège de la commission administrative de révision et de jugement pourront lui adresser leur réclamation par la voie télégraphique en cas de nécessité.

ART. 9. — Le Gouverneur du Dahomey et le Commissaire de la République au Togo sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 5 janvier 1946.

P. COURNARIE.

Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local N° 24 CAB. du 9 janvier 1946.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Prorogation de crédits

ARRETE N° 748 F. du 27 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. 1.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 65 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 14 février 1945 portant approbation du budget local du Togo — exercice 1945;

Vu les rapports des chefs de service, commandants de cercle et chefs de subdivision intéressés attestant que les travaux faisant objet du présent arrêté sont en cours d'exécution et ne pourront être achevés avant le 31 décembre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogée jusqu'au 28 février 1946 la période pendant laquelle pourront se consommer les frais afférents aux dépenses de matériel ci-après désignés :

Subdivision des Travaux Publics

CHAPITRE XI-2-1

Réfection clôture du Stade.

Remise en état logement N° 2A, 30, 34A, 36B, 46.

CHAPITRE XI-3-1

Construction bâtiment Douanes Aflao.

CHAPITRE XXII-1

Installation d'égouts à Lomé.

Aménagement bâtiments N° 64, 65 et 66.

Nouveau terrain d'aviation.

Cercle de Lomé

CHAPITRE XI-2-2

Grosses réparations aux routes et ponts.

CHAPITRE XI-3-1

Construction école de Kévé.

Construction école d'Agouévé.

CHAPITRE XI-4

Construction maternité de Tsévié.

Construction dispensaire Mission-Tové.

CHAPITRE XI-2-1

Grosses réparations aux immeubles.

Subdivision d'Atakpamé

CHAPITRE XI-3-1

Construction école de village.

CHAPITRE XI-4

Création école annexe.

Construction poste douanes Badou.

Subdivision de Klouto

CHAPITRE X-5-12

Equipement station de Tové.

Subdivision de Sokodé

CHAPITRE X-5-11

Colonisation cabraise.

CHAPITRE XI-2-1

Grosses réparations immeubles.

CHAPITRE XI-4

Achèvement Ecole Professionnelle

CHAPITRE XXI-3-1

Entretien d'immeubles.

Subdivision de Lama-Kara

CHAPITRE XI-3-1

Construction Résidence.

CHAPITRE XXI-3-2

Construction bureau Médecin-Chef Pagouda.

Subdivision de Mango

CHAPITRE XXI-3-1

Entretien immeubles.

ART. 2. — Le chef du service des travaux publics, les commandants de cercle et les chefs de subdivision intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Ricin

ARRETE N° 752 AE, du 28 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu l'arrêté général n° 3717 SE/P;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne d'achat du ricin récolte 1945-1946 est ouverte pour compter du 1^{er} janvier 1946. Les prix minima d'achat aux producteurs sont fixés comme suit :

Lomé	3.132 frs.
Mission-Tové	3.003 —
Noépé	3.078 —
Tsévié	3.067 —
Badja	3.056 —
Anécho	3.044 —
Assahun	3.037 —
Agbélouvé	3.019 —
Nuatja	2.968 —
Agou	2.959 —
Palimé	2.921 —
Atakpamé	2.863 —
Anié	2.831 —
Blitta	2.760 —
Sokodé	2.335 —

Dans les autres centres les prix seront fixés par les Chefs de Circonscription compte tenu des seuls frais de transports routiers aux tarifs en vigueur.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, P.T.T. et autres lieux publics.

Lomé, le 28 décembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Virement de banque

ARRETE N° 758 F. du 30 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 310 du 4 juin 1927 réglementant les conditions des paiements par chèques ou virements de banque;

Vu l'arrêté n° 474 du 30 août 1929 réglementant dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France l'impôt du timbre-taxé sur les actes et conventions;

Vu l'addendum en date du 28 janvier 1930 complétant l'arrêté n° 474 du 30 août 1929 susvisé;

Vu le décret du 18 mai 1939 autorisant le règlement par virements de banque et par chèque des dépenses et des créances de l'Etat, de la colonie et des collectivités et établissements publics, notamment en son article premier et actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 330 en date du 18 juin 1939 promulguant dans le territoire du Togo le décret susvisé du 18 mai 1939;

Vu l'arrêté n° 331 du 18 juin 1939 rendant obligatoirement payables par virements de banque certaines dépenses de l'Etat, du territoire, des communes et des établissements publics;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — En dehors des exceptions prévues à l'article 10 du décret susvisé en date du 18 mai 1939, les dépenses de l'Etat, du Territoire, des communes et des établissements publics, indiquées ci-dessous, sont rendues obligatoirement payables par virements de banque :

1^o — Les dépenses supérieures à 6.000 frs. en ce qui concerne les fournisseurs;

2^o — Les dépenses supérieures à 10.000 frs. en ce qui concerne la solde des fonctionnaires civils ou militaires.

ART. 2. — Est abrogé l'arrêté N° 331 susvisé du 18 juin 1939.

ART. 3. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1946, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE N° 1 AE. du 3 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 modifié par le décret du 31 juillet 1937 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance;

Vu l'arrêté 552 du 7 octobre 1937 modifié le 24 février 1938;

Vu le décret du 28 février 1944 et les arrêtés 305 et 306 du 10 juin 1944 approuvés par arrêté général n° 2790 SE./P. du 27 juin 1944;

Vu l'avis des présidents des S.I.P. intéressées;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance sont fixés comme suit pour l'année 1946 :

Société Indigène de Prévoyance de Lomé :

Lomé-Ville 10 frs.

Subdivision de Lomé 20 —

Société Indigène de Prévoyance de Tsévié 20 —

Société Indigène de Prévoyance d'Anécho :

Centre urbain :

Anécho-Zébé 20 —

Reste du Cercle 20 —

Société Indigène de Prévoyance d'Atakpamé 20 —

Société Indigène de Prévoyance de Palimé :

Toutes sections sauf Agotimé 25 —

Agotimé 20 —

Société Indigène de Prévoyance de Sokodé :

Toutes sections sauf Konkombas 15 —

Konkombas 10 —

Société Indigène de Prévoyance de Mango 10 —

ART. 2. — Les quotes-part dues en 1945 par les sociétés indigènes de prévoyance au fonds commun sont ainsi fixées :

S.I.P. Lomé 12.000 frs.

— Tsévié 21.000 —

— Anécho 62.000 —

— Atakpamé 37.000 —

— Palimé 25.000 —

— Sokodé 75.000 —

— Mango 14.000 —

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

Main-d'œuvre pénale

N° 3 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

3 janvier 1946. — Sont fixés comme suit pour compter du 1^{er} janvier 1946 les taux journaliers de cession de la main-d'œuvre pénale :

Cercle de Lomé	15 frs.
Cercle d'Anécho	12 —
Cercle du Centre	12 —
Cercle de Sokodé	6 —
Cercle de Mango	6 —

Commune-Mixte de Lomé

N° 7 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. pris en conseil d'administration le :

4 janvier 1946. — Est approuvé et arrêté le budget primitif de la commune mixte de Lomé pour l'exercice 1946, en recettes et en dépenses, à la somme de : Trois millions trois cent quarante-et-un mille francs (3.341.000 frs.).

C. F. T.

N° 9 CFT. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. pris en conseil d'administration le :

4 janvier 1946. — Est autorisé le prélèvement de la somme de : Un million trois cent onze mille deux cent cinquante francs (1.311.250 frs.) sur le compte du fonds spécial : fonds de renouvellement du budget de l'Exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, afin de permettre le paiement des dépenses inscrites aux chapitres IV — IV bis — IV ter.

Titre d'emprunt

ARRETE N° 11 AE. du 5 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 7 du décret n° 45.0143 du 26 décembre 1945 fixant les conditions de règlement des obligations entre les territoires de la zone franc;

Vu l'arrêté n° 2 CAB. du 3 janvier 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est fixée au 10 janvier 1946 la date limite de dépôt dans les caisses publiques du Territoire de tous bons du Trésor, rentes, obligations, bons de la libération et tous autres titres d'emprunt libellés en francs émis par l'Etat, l'Algérie, une colonie, ou un pays de protectorat, ou garantis par l'Etat.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, P.T.T. et autres lieux publics.

Lomé, le 5 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

Commandement indigène**Chefs de Canton**

N° 18 APA. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

6 janvier 1946. — Le taux de la solde annuelle des chefs de canton désignés ci-après est modifié comme suit :

Chef de canton à 18.000 francs :

Sèméknonon Agblévon, chef du canton d'Aflao (Subdivision de Lomé).

Chef de canton à 8.000 francs :

Adado Sani, chef du canton de Baguida (Subdivision de Lomé).

Le présent arrêté, prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1946.

Listes électorales

N° 26 APA. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

9 janvier 1946. — Sont désignés comme membres des commissions administratives chargées de procéder à la révision des listes électorales des citoyens et citoyennes pour l'année 1946 :

Section de Lomé

M.M. Dole
Coco Hospice

Section d'Anécho

M.M. Jonquet
Dossou Jean

Section du Centre

M.M. Moindrot
Gaillaguet

Section du Nord

M.M. le Dr. Ajavon
le R.P. Boursin

N° 27 APA. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

9 janvier 1946. — Sont désignés comme nouveaux membres à adjoindre aux commissions administratives chargées de procéder à la révision des listes électorales des citoyens et citoyennes en vue de la constitution de commissions administratives de jugement, pour l'année 1946 :

Section de Lomé

M.M. Minetto, Louis
Passani, Prosper

Section d'Anécho

M.M. Prades, Paul
R.P. Wieder, Antoine

Section du Centre

M.M. Peyres, Paul
R.P. Knaebel

Section du Nord

M.M. Fillot, Lucien
Morin, Charles

N° 28 APA. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p.i. en date du :

9 janvier 1946. — Sont désignés comme membres des commissions administratives chargées de procéder à la révision des listes électorales des non citoyens, pour l'année 1946 :

Section de Lomé

M.M. Ajavon Emmanuel
de Souza, Félicio

Section d'Anécho

M.M. Fio Lawson Body Frédéric
Quam-Dessou Kponton Antoine

Section du Centre

M.M. Abassan Atchikiti
William Quashie

Section du Nord

M.M. Kérim
Aboudoulaye

N° 29 APA. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p.i. en date du :

9 janvier 1946. — Sont désignés comme nouveaux membres à adjoindre aux commissions administratives chargées de procéder à la révision des listes électorales des non citoyens, en vue de la constitution de commissions administratives de jugement, pour l'année 1946 :

Section de Lomé

M.M. Ludwig Occansey
Norbertus Anthony

Section d'Anécho

M.M. Fred Koumako Mensah
Glyn Lawson

Section du Centre

M.M. Romuald Johnson
Tchakpala Sossoukpo

Section du Nord

M.M. Passé
Amégavi Gérard

Personnel auxiliaire

RECTIFICATIF au règlement intérieur en date du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire des cercles, services et bureaux du territoire du Togo.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 12 du règlement en date du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire des cercles, services et bureaux du territoire du Togo est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Des avancements comportant augmentation en échelon de salaire pourront être accordés au 1^{er} janvier aux agents comptant au minimum deux années d'ancienneté dans leur échelon et faisant l'objet d'une proposition de leur chef de service.

Lire :

Des avancements comportant augmentation en échelon de salaire pourront être accordés au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet aux agents comptant au minimum deux années d'ancienneté dans leur échelon et faisant l'objet d'une proposition de leur chef de service.

Le reste sans changement.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT****Affectations**

Par décisions du Gouverneur général de l'A.O.F. du :

8 décembre 1945. — Les fonctionnaires récemment arrivés à Dakar reçoivent les affectations suivantes :

M.M.

Froelich Jean, administrateur-adjoint de 1^{re} cl. des colonies, est remis à la disposition du Commissaire de la République au Togo ;
Meneau Jean, administrateur-adjoint de 1^{re} cl. des colonies, est remis à la disposition du Commissaire de la République au Togo ;

De Guise Félix, adjoint principal des services civils, est remis à la disposition du Commissaire de la République au Togo ;

Meyer, conducteur d'Agriculture, est remis à la disposition du Commissaire de la République au Togo ;

12 décembre 1945. — Les fonctionnaires récemment arrivés à Dakar reçoivent les affectations suivantes :

M.M.

Jallais, contrôleur principal de 1^{re} classe des P.T.T., est remis à la disposition du Commissaire de la République au Togo ;

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

28 décembre 1945. — Les médecins et pharmaciens africains de 3^e classe, intégrés dans le cadre des médecins, pharmaciens africains, par arrêté ministériel n° 108-DSS/2 du 30 novembre 1945, reçoivent les affectations suivantes :

A) Médecins.

Kpostra Gerson — Togo — Régularisation

Mikem Pierre — S.G.H.M.P. Bobo — Régularisation.

d'Almeida Julien — Togo — Complément d'effectif.

La présente décision aura effet pour compter du jour de la prise de service ou de la mise en route des intéressés sur leur colonie d'affectation.

Intégration

Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

28 décembre 1945. — Sont intégrés dans le cadre commun secondaire des Transmissions et conformément au tableau ci-dessous, les agents des cadres locaux des Transmissions dont les noms suivent :

NOM ET PRENOMS	COLONIE	GRADE ET CLASSE DANS LE CADRE COMMUN SECONDAIRE DES TRANSMISSIONS DE L'A. O. F.	DATE D'INTÉGRATION AU POINT DE VUE DE LA SOLDE	ANCIENNETÉ	
				CIVILE	R. S. M.
Wilson Godefroy	Togo	Comis. adjt. 1 ^{re} classe	1.12.45	5 m.	
Bonin Calixte	—	— — 1 ^{re} classe	d ^o	13 m.	
Justin Acakpo Addra	—	— — 5 ^e classe	d ^o	Néant	

Les intéressés conservent leur affectation.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Nominations — Affectations**

Par décision n° 738 P. du :

30 décembre 1945. — M. Bouëxel Edouard, médecin-lieutenant des troupes coloniales, en service à Lomé, est nommé médecin-résident de l'hôpital de Lomé, en remplacement du médecin-capitaine Camborde Charles, en instance de rapatriement.

Par décision n° 4 P. du :

7 janvier 1946. — Les fonctionnaires européens ci-après désignés, de retour de permission de détente et arrivés au territoire le 29 décembre 1945, reçoivent les affectations suivantes :

M. Froelich, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé adjoint au commandant du cercle et chef de la subdivision de Sokodé. M. Froelich est en outre nommé président du tribunal du 1^{er} degré de cette localité.

M. Meneau, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé chef de la subdivision de Klouto, en remplacement de M. Terrac, adjoint principal de classe exceptionnelle des S.C. des colonies, en instance de rapatriement.

M. de Guise Félix, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils des colonies, est nommé adjoint au commandant du cercle d'Anécho et président du tribunal du 1^{er} degré de cette localité.

M. Meyer, conducteur des travaux agricoles avant 18 mois du C.C.S. de l'A.O.F., est nommé adjoint au chef de la circonscription agricole du Centre. Sa résidence est fixée à la station agricole de Tové (Klouto).

M. Jallais, contrôleur principal de 1^{re} classe avant 3 ans du cadre général des transmissions coloniales, est mis à la disposition du chef du service des transmissions du Togo.

M. Cassier, ouvrier d'art contractuel des C.F. de l'A.O.F., nouvellement affecté au Togo, est mis à la disposition du directeur du réseau des C.F.T.

Par décision n° 12 P. du :

10 janvier 1946. — M. Mugnier, brigadier-chef de 1^{re} classe du cadre métropolitain des douanes, de retour de congé et arrivé au territoire le 1^{er} janvier 1946, est affecté aux bureaux du chef du service des douanes à Lomé.

Agents auxiliaires**Démission**

Par décision n° 1 P. du :

4 janvier 1946. — Est acceptée pour compter du 31 décembre 1945, la démission de son emploi offerte par Madame Colette Petit (née Jacques), institutrice auxiliaire en service au Cours Normal des Moniteurs de l'Enseignement à Atakpamé.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nominations

Par arrêté n° 759 P. du :

30 décembre 1945. — Sont nommés instituteurs principaux de classe exceptionnelle 1^{er} échelon du cadre local secondaire de l'enseignement, pour compter du 1^{er} janvier 1946, les instituteurs principaux ci-après désignés, déclarés définitivement admis à l'examen du diplôme d'aptitude professionnelle par arrêté n° 743/E du 26 décembre 1945 :

Akueson François, instituteur principal de 1^{re} classe en service à Kouma-Tokpli (subdivision de Klouto);

Lawson Joseph, instituteur principal de 2^e classe, en service à Aklakou (Anécho).

Par arrêté n° 20 P. du :

7 janvier 1946. — Les élèves diplômés de l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo dont les noms suivent, sont agréés dans le cadre local des moniteurs d'agriculture du Togo en qualité de moniteurs-adjoints de 3^e classe stagiaires :

Minakpon Sayi Isaac

Deckon Antoine

Kpachavi Jean

Akplogan Nourou.

Ces agents sont mis à la disposition du chef du service de l'agriculture.

Mutations

Par décision n° 737 P. du :

30 décembre 1945. — Les mutations suivantes sont prononcées dans le personnel indigène du Service de Santé :

Le médecin africain de 1^{re} classe Clocuh Christian, de retour du stage de principalat, est mis à la disposition du commandant du cercle de Sokodé pour servir à Lama-Kara.

Le médecin africain de 3^e classe Kpodar Simon, en service à Lomé, est mis à la disposition du commandant du cercle de Sokodé pour servir à la subdivision sanitaire de Sokodé, en remplacement de l'infirmier spécialiste principal Ayéva Derman.

La sage-femme africaine de 1^{re} classe Johnson Marie, en service à Lomé, est mise à la disposition du commandant du cercle du Centre, pour servir à Atakpamé, en remplacement de la sage-femme africaine Fumey Christine.

La sage-femme africaine de 1^{re} classe Fumey Christine, en service à Atakpamé, est affectée à Lomé, en stage de principalat.

La sage-femme africaine de 1^{re} classe Akouété Paula, en service à Lomé, est mise à la disposition du commandant du cercle d'Anécho, pour servir à Anécho, en remplacement de la sage-femme africaine Ekoué Anna.

La sage-femme africaine de 1^{re} classe Ekoué Anna, en service à Anécho, est affectée à Lomé, en stage de principalat.

La sage-femme africaine de 1^{re} classe Kponton Félicienne, précédemment affectée à Tsévié et actuellement en service à Lomé, est mise à la disposition du commandant du cercle de Sokodé, pour servir à Bassari.

La sage-femme africaine de 1^{re} classe Clocuh Joséphine, en service à Lomé, est mise à la disposition du commandant du cercle de Sokodé, pour servir à Lama-Kara, en remplacement de la sage-femme africaine Da Costa Eugénie.

La sage-femme africaine de 1^{re} classe Da Costa Eugénie, en service à Lama-Kara (cercle de Sokodé) est affectée à Lomé.

L'infirmier spécialiste principal de 1^{re} classe Ayéva Derman, en service à Sokodé, est affecté à la formation sanitaire de Lomé, en remplacement du médecin africain Kpodar.

L'infirmière-visiteuse de 2^e classe de l'A. O. F., Ajavon Bibiane, en service à Lama-Kara (cercle de Sokodé), est affectée à Lomé, en stage de principalat.

L'infirmier de 1^{re} classe Logossou Paul, réintégré dans le cadre local des infirmiers par arrêté n° 740/P. du 22 décembre 1945, est mis à la disposition du commandant du cercle de Sokodé, pour servir au dispensaire de Bassari.

Les agents ainsi mutés seront mis en route par les soins des médecins chefs des formations sanitaires intéressées à partir du 7 janvier 1946.

Par décision n° 5 P. du :

7 janvier 1946. — L'instituteur ordinaire de 1^{re} classe Kouévi François, en service à l'école d'Akata, est affecté à l'école régionale de Daye Kakpa.

Le moniteur auxiliaire Michel Martin, en service à Daye Kakpa, est affecté à l'école de village d'Akata en remplacement numérique de l'instituteur Kouévi François.

Retraite

Par arrêté n° 23 P. du :

8 janvier 1946. — M. Sinzogan Léonard, moniteur adjoint de 1^{re} classe du cadre local secondaire de l'enseignement du Togo, en service à Lomé, est admis, pour compter du 9 janvier 1946, à faire valoir ses droits à la retraite pour inaptitude physique imputable au service.

Reclassement

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 464/p. du 25 août 1945 portant reclassement des fonctionnaires des cadres locaux indigènes actuels dans les nouveaux cadres organisés par arrêté n° 288/p. du 7 juin 1945.

ARTICLE PREMIER. —

NOM ET PRENOMS	GRADE	CLASSE ET ÉCHELON	ANCIENNETÉ conservée au 1 ^{er} /11/1944	SOLDE
TRAVAUX PUBLICS				
<i>Calqueurs Au lieu de</i>				
Gbegnedji Venance	Calqueur	1 ^{ère} <i>Lire :</i>	10 mois	20.000
Gbegnedji Venance	aide-géo. adjt.	1 ^{ère}	10 mois	20.000

Gardes forestiers**Nominations**

Par arrêté n° 21 P. du :

7 janvier 1946. — Sont agréés dans le cadre local des gardes forestiers du Togo, en qualité de stagiaires:

Guessou Jean-Marie	Seïbou Tiadjéri
Dzedou Henri	Mianonukpo Daniel
Padonou Grégoire	Agbémaplé Nicodème
Houndjo Aboki	Bento Boniface
Jean dit Sangelli	Singellos.

Ces agents sont mis à la disposition du chef de la section des eaux et forêts.

DIVERS**Allocations**

Par arrêté n° 12 F. du :

5 janvier 1946. — Le taux des allocations servies à certains chefs de famille et anciens agents indigènes de l'Administration est fixé ainsi qu'il suit pour l'année 1946 :

Cercle de Lomé

	Frs.
Klou Chanchan, chef de famille d'Amoutivé	3.300
William Mensah, ex-agent d'administration	6.600
William Prince Agbodjan, ex-agent d'administration	2.400
Emmanuel Ajavon, ex-agent d'administration	2.400
Félicio de Souza, ex-agent d'administration	2.400
Jacob Gaba, ex-agent d'administration	2.400
Aboki Frantz, ex-agent d'administration	3.600
Ali Tidjani, ex-agent d'administration	1.800
Karamoko, ex-agent d'administration	2.400
Idrissou, ex-agent d'administration	900
William Kodjovi, ex-agent d'administration	900
Gnamadon Mathieu, ex-agent d'adminis.	900

Cercle d'Anécho

Kponton Antoine, chef de famille	20.000
Ajavon Sébastien, chef de famille	6.600
Silveira Ouénassou, ancien agent	3.000
Binder da Silveira, chef de famille	4.000

Cercle de Sokodé

Diagara, ancien agent	3.000
-----------------------	-------

Cercle du Centre

Glo Assigbévi	2.400
---------------	-------

Ces allocations sont personnelles et annuelles. Elles sont payables par trimestre et à terme échu.

La dépense correspondante est imputable au chapitre 1 — article 3 (allocations temporaires) — paragraphe 1 du budget local du Togo — exercice 1946.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1946.

Conseil d'arbitrage de travail

Par arrêté n° 16 APA. du :

6 janvier 1946. — Sont nommés assesseurs auprès des conseils d'arbitrage indigène pour l'année 1946 :

CERCLE DE LOMÉ**a) — Assesseurs titulaires**

M.M. Dole, agent fondé de pouvoirs de la Cie. F.A.O.
de Souza Augustino, vice-président du conseil des notables.

b) — Assesseurs suppléants

M.M. Siaut, agent fondé de pouvoirs de la S.G.G.G.
Aklassou Joseph, chef du canton de Bè.

CERCLE D'ANÉCHO**a) — Assesseurs titulaires**

M.M. Parbot, directeur de la Société Commerciale, Industrielle et Agricole.
Lawson Body Frédéric, chef supérieur, de la ville d'Anécho.

b) — *Assesseeurs suppléants*

M.M. Prades, co-directeur des Etablissements Jonquet-Prades.

Quam-Dessou Kponton Antoine, président du conseil des notables.

CERCLE DU CENTRE

a) — *Assesseeurs titulaires*

M.M. Azémard, agent de la S.G.G.G. à Atakpamé.
Atchikiti Abassan, chef du canton d'Atakpamé.

b) — *Assesseeurs suppléants*

M.M. Peyres Paul, agent de la S.G.G.G. à Atakpamé.
Adjangba Messan, notable à Atakpamé.

CERCLE DE SOKODÉ

a) — *Assesseeurs titulaires*

M.M. le R.P. Boursin, missionnaire
Moussa, imam, à Sokodé.

b) — *Assesseeurs suppléants*

M.M. Fillot, agent de la S.G.G.G.
Abdoulaye, chef du village de Sokodé-Dédauré.

CERCLE DE MANGO

a) — *Assesseeurs titulaires*

M.M. Laurent, instituteur
Missi-Aoua, notable.

b) — *Assesseeurs suppléants*

M.M. le R.P. Krauss, missionnaire
Giffa Bernard, employé de commerce.

Dégrèvements — Cotes irrécouvrables

Par arrêté n° 5 CD. du :

4 janvier 1946. — Sont approuvés les dégrèvements ci-après :

ANNÉE d'impos.	N° des états	AGENCE	ART.	NATURE DES CONTRIBUTIONS	DÉTAIL	MONTANT
A) ETATS COLLECTIFS						
1945	3	Trésor	40	Impôt cédulaire	128	628, —
44			7	Impôt général	298	
				Contribution exceptionnelle	202	
1945	4	Lomé-Agence	divers	Impôt personnel H. C.	8.050	11.730, —
				Taxe vicinale	2.300	
				Contribution exceptionnelle	1.380	
—	6	Bassari	—	Impôt personnel C. O.	950	1.710, —
				Contribution exceptionnelle	190	
				Taxe vicinale	570	
1944	6	Trésor-Lomé	88	Cote personnelle	275	390, —
			26	Prestation	60	
				Contribution exceptionnelle	55	
1944	6	—	9	Impôts sur les revenus	129	161, —
43			11	Contribution exceptionnelle	32	
1945	—	—	divers	Cote personnelle	1.750	2.550, —
			rôle I	Prestation	500	
				Contribution exceptionnelle	300	
—	—	—	3/1	Impôt cédulaire sur les revenus	182	771, —
				Impôt général	325	
				Contribution exceptionnelle	264	
1945	7	Lomé-Agence	divers	Impôt personnel C. S.	9.400	13.460, —
				Taxe vicinale	2.450	
				Contribution exceptionnelle	1.610	
—	8	—	—	Impôt personnel H. C.	6.475	9.435, —
				Taxe vicinale	1.850	
				Contribution exceptionnelle	1.110	

ANNÉE D'IMPOS.	N° des états	AGENCE	ART.	NATURE DES CONTRIBUTIONS	DÉTAIL	MONTANT
B) RÉCLAMATIONS						
1944	1	Trésor-Lomé	51	Impôt cédulaire	9.012	
43			22	Contribution exceptionnelle	988	10.000, —
1945	7	Tsévié	13	Patente	800	800, —
			5			
—	16	Trésor-Lomé	38	Impôt personnel	350	
			1	Taxe vicinale	100	
				Contribution exceptionnelle	60	510, —
1944	21	Agence-Lomé	850	Impôt foncier	80	80, —
			149			
1945	29	—	301	Patente	500	500, —
			17			
—	34	Agence Palimé	136	Patente	1.500	1.500, —
			205			
—	36	Agence Sokodé	3	Patente	2.934	2.934, —
			32			
—	30	Trésor	41	Patente	2.667	2.667, —
			16			

Sont rejetées les réclamations visant les articles ci-après :

ANNÉE D'IMPOS.	N° des états ou réclama- tions	AGENCE	ART.	NATURE DES CONTRIBUTIONS	DÉTAIL	MONTANT
1944	2	Trésor	43	Impôts sur les revenus	4.863	
43			22	Contribution exceptionnelle	4.320	9.183, —
—	3	Agence-Lomé	22	Impôts sur les revenus	35.529	
			23	Contribution exceptionnelle	26.124	61.653, —
1943	—	—	5	Impôts sur les revenus	16.354	16.354, —
42			18			
1944	4	Trésor	50	Impôts sur les revenus	31.256	
43			22	Contribution exceptionnelle	22.618	53.874, —
—	5	—	27	Impôts sur les revenus	11.276	
			22	Contribution exceptionnelle	9.673	20.949, —
—	6	—	37	Impôts sur les revenus	27.553	
			22	Contribution exceptionnelle	20.791	48.344, —
—	8	—	25	Impôts sur les revenus	24.377	
			22	Contribution exceptionnelle	19.548	43.925, —
—	11	—	36	Impôts sur les revenus	85.838	
			22	Contribution exceptionnelle	55.013	140.851, —
1943	—	—	15	Impôts sur les revenus	34.008	34.008, —
42			17			
1945	12	Agence-Lomé	553	Impôts fonciers	80	80, —
			149			
1944	13	Trésor	18	Impôts sur les revenus	15.386	
43			22	Contribution exceptionnelle	13.025	28.261, —
1943	—	—	6	Impôts sur les revenus	3.514	3.514, —
42			17			
1944	14	—	9	Impôts sur les revenus	36.446	
43			22	Contribution exceptionnelle	24.815	61.261, —
—	15	—	10	Impôts sur les revenus	39.797	
			22	Contribution exceptionnelle	25.653	65.450, —

ANNÉE D'IMPOS.	N° des états ou réclamations	AGENCE	ART.	NATURE DES CONTRIBUTIONS	DÉTAIL	MONTANT
1943	21	Agence-Lomé	837	Impôt foncier	80	80, —
			105			
1945	26	—	168	Patente	8.000	8.000, —
			17			
—	27	—	169	Patente	8.000	8.000, —
			17			
—	31	—	23	Patente	5.334	5.334, —
			16			

pour les motifs mentionnées aux dossiers. respectifs des intéressés.

Enseignement

Bourses

Par arrêté n° 746 E. du :

27 décembre 1945. — Une bourse d'études de 60.000 francs est accordée, pour l'année scolaire 1945-1946, à M. Soly Emmanuel, pour lui permettre de préparer sa capacité en droit.

Cette bourse est payable mensuellement et d'avance par le Service Administratif Colonial au moyen d'ordres de paiement émis par le Directeur de ce Service sur la prévision constituée par le Territoire sous la seule obligation par le bénéficiaire de produire les certificats ou justifications de scolarité les 10 mars et 10 juin de la présente année scolaire.

Les dits certificats ou justifications seront mis au soutien du dernier versement trimestriel.

La dépense est imputable au budget local du Togo — chapitre XIII — article 6 — paragraphe 5 — (Bourses et allocations).

Concours

Par décision n° 736 P. du :

29 décembre 1945. — Un concours pour l'admission dans le cadre local des instituteurs aura lieu à Lomé les 28 janvier 1946 et jours suivants.

Le nombre de places mises au concours est fixé à dix.

Ce concours est ouvert exclusivement aux moniteurs et monitrices adjoints de 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classes du cadre local secondaire de l'enseignement du Togo.

Cours populaire du soir

Par décision n° 3 E. du :

6 janvier 1946. — Un cours populaire du soir (1^{er} degré) est ouvert à l'école de village de Bafilo.

L'instituteur-adjoint de 2^e classe Mikem Michel est chargé de son fonctionnement.

Cet agent aura droit à l'indemnité prévue par l'arrêté n° 70/F. du 5 février 1944.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1946.

Diplôme d'aptitude professionnelle

Par arrêté n° 743 E. du :

26 décembre 1945. — Sont admis définitivement à l'examen du Diplôme d'Aptitude Professionnelle les instituteurs dont les noms suivent :

Lawson Joseph, instituteur principal de 2^e classe — Mention assez bien.

Akueson François, instituteur principal de 1^{re} classe — Sans mention.

Diplôme d'aptitude à l'enseignement

Par arrêté n° 760 P. du :

30 décembre 1945. — Madame Villedon de Naide (née Secondy) Etiennette, Rosalie, institutrice stagiaire du cadre local européen de l'enseignement du Togo, est définitivement admise à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement du Togo.

Ecole Professionnelle de Sokodé

Par décision n° 2 E. du :

4 janvier 1946. — Les élèves dont les noms suivent sont rayés de la liste des candidats admis en 1^{re} année de l'Ecole Professionnelle de Sokodé suivant décision n° 516/E. du 6 septembre 1945, pour n'avoir pas rejoint l'école à la rentrée de 1945 :

Houédakor Amouzou

d'Almeida Victor

Da Ernestho Calixte.

Produits pharmaceutiques

Par arrêté n° 17 APA. du :

6 janvier 1946. — La Société anonyme G. B. Ollivant est autorisée à tenir, dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928 des dépôts de produits pharmaceutiques (listes nos 1 et 2) dans les boutiques ci-après énumérées :

1^o — Lomé

Boutique principale — Rue du commerce — Gérant: Siggini Joseph.

2^e — *Factoreries*

Anécho — Boutique principale — Gérant : Gbéasor Athanase

Tsévié — Boutique principale — Gérant : Attipoe Alfred

Palimé — Boutique principale — Gérant : Jibidar Samuel

Atakpamé — Boutique principale — Gérant : Sed-doh Aloysius.

Indemnités*Perte d'effets*

Par décision n° 732 F. du :

27 décembre 1945. — Une indemnité pour perte partielle d'effets n° 2 de Deux mille francs (2.000 francs) est accordée à M. Zekpa Ignace, facteur-adjoint de 2^e classe du cadre local des P.T.T. du Togo en service à Mango, pour pertes subies par lui au cours d'un incendie de locaux dans la nuit du 17 au 18 février 1945.

La dépense correspondante sera imputable au budget local — exercice 1945 — chapitre 17 article 1 paragraphe 2 (Dépenses imprévues : Indemnité pour perte d'effets).

Transport

Par décision n° 731 F. du :

27 décembre 1945. — M. Yao Kadenga, moniteur de l'agriculture en service à Sokodé, est autorisé à utiliser sa bicyclette pour les besoins du service. A cet effet il percevra une indemnité d'entretien de véhicule de Soixante francs (60 francs) par mois, payable trimestriellement et à terme échu, sur le vu d'un certificat attestant qu'il a utilisé sa bicyclette pour les besoins du service durant la période en cause.

La dépense est imputable au chapitre X article 5 paragraphe 7 budget local — exercice 1945.

La présente décision est valable pour l'année 1945. Elle a effet pour compter du 1^{er} janvier 1945.

Justice

Par arrêté n° 13 APA. du :

6 janvier 1946. — Sont nommés assesseurs indigènes près les tribunaux de 1^{er} degré de Lomé, Tsévié, Anécho, Atakpamé, Klouto, Sokodé, Bassari, Lama-Kara, Mango et Dapango, pour l'année 1946 :

Tribunal de 1^{er} degré de Lomé :

M.M. Occansey Ludwig, coutume ahoulouan
Agbaglo Jérôme, coutume éwé
Gibirila Sanoussi, coutume nago
Adjallé Joseph, coutume éwé
Gaba Jacob, coutume mina
Comlan Ferdinand, coutume mina
de Souza M. Henri, coutume somé
Acolatsé Alex, coutume ahoulouan
Koughblénou Joseph, coutume ouatchi
Gbaguidi Gbadji, coutume fon
Galadima Ahoudou, coutume haoussa
Kagni Thomas, coutume Pla-péda.

Tribunal de 1^{er} degré de Tsévié :

M.M. Dorkenoo Michel, coutume éwé
Maglo Dogbla Kokou, coutume éwé
Nopégnon Somali, coutume éwé
Kpelly Bernard, coutume éwé
Thomas Fiatty Aménouvor, coutume éwé
Kodjo Avlimé, coutume éwé
Azi Egbévado, coutume éwé
Lawson Peter, coutume mina
Agbémavör John, coutume somé
Ahiakpor Andréas, coutume ahoulouan
Malam, coutume haoussa
Edo, coutume yorouba.

Tribunal de 1^{er} degré d'Anécho

M.M. Djossou, chef du village de Togoville, coutume ouatchi
Quam-Dessou Kponton Antoine, président du conseil des notables, coutume mina
Assignon Amouzou, chef du village d'Ahépé, coutume ouatchi
Combey Combété, chef du village de Sigbé-houé, coutume mina
Noudoukou, chef du village de Dagbati, coutume ouatchi
Mensah Kumako Fred, notable, coutume mina
Ayassou Michel, chef du village de Kouvé, coutume ouatchi
Adotévi Joseph, chef du village de Gounkopé, coutume mina
Anato, chef du village de Zooti, coutume ouatchi.
Dourmassi Antoine, chef du village de Badougbé-Adjomé, coutume mina
Saliki Gardi, notable à Vokoutimé, coutume musulmane
Akandé Tchitou, notable nago à Akoda, coutume musulmane.

Tribunal de 1^{er} degré d'Atakpamé :

M.M. Tchakpala Soussoukpo, notable, coutume ana
Reinhold Frantz Mensah, notable, coutume éwé
Akakpo Kodokonssou, notable à Atakpamé, coutume ana
Lawson John, notable à Atakpamé, coutume éwé
Guédo Aboudou, chef de Tchakpali, coutume akposso
Hounkpati Doufozin Jean, chef d'Avédjé, coutume akposso
Tofon Dakpo, chef d'Agbonou-Fon, coutume fon
Ezin Marcel, chef d'Avété, coutume fon
Ketekete, notable, coutume losso-cabraise
Batcharou Moussa, notable, coutume musulmane
Abou Ladani, notable, coutume musulmane
Assouma, chef des cabrais, coutume losso-cabraise.

Tribunal de 1^{er} degré de Klouto

M.M. Ankou Edji, chef de Kpadapé, coutume éwé
Djadou III, chef de Kpélé-Elé, coutume éwé
Agbo Etse, chef de Tove-Ati, coutume éwé

Ablade William, chef de Hagnigba-Dougan, coutume éwé
 Komassi Fritz, chef d'Agou-Ibo, coutume éwé
 Koudoadji Adolphe, chef d'Agou-Kébou, coutume éwé
 Kuéviakoué Hubert, chef d'Amoussoukopé, coutume mina
 Abbey Gaspard, commerçant à Palimé, coutume mina
 Paul Agbémabiassé, notable, coutume éwé
 Malam Midjiama, chef du zongo à Palimé, coutume haoussa
 Salou Abibou, notable du zongo, coutume nago
 Abouté, chef collectivité cabraise, coutume cabraise.

Tribunal de 1^{er} degré de Sokodé

M.M. Issa, chef de Katambara, coutume cotocoli
 Malam Kérim, notable à Dédauré, coutume musulmane
 Abdoulaye, chef de Dédauré, coutume musulmane
 Kogoue, chef de Sokodé-Cabrai, coutume cabraise
 Adame Mola, notable à Dédauré, coutume musulmane
 Seni, chef de Koulondé, coutume cotocoli
 Agbagni, notable du zongo, coutume musulmane
 Idrissou Savé, notable à zongo, coutume musulmane
 Mefeyiro, chef de Boussalo, coutume cabraise
 Papabia, chef de Kassena, coutume cabraise
 Pitah, chef de Sagbadé, coutume losso
 Tazo, chef de Tigbada, coutume losso.

Tribunal de 1^{er} degré de Bassari :

M.M. Bassabi, chef du canton de Bassari, coutume Bassari
 Agba, notable à Bassari, coutume Bassari
 Issifou, chef du canton de Bapuré, coutume Konkomba
 Oudine, chef du canton de Guérin-Kouka, coutume Konkomba
 Ouro Yondou, chef du village de Tiavalim, coutume cotocoli
 Tchokou, chef du village de Binako, coutume losso
 Atcham, chef du village de Kikpéou, coutume losso
 Kpante Titipo, chef du village d'Akeyta, coutume cabraise
 Meatchi, chef du village de Kagbanda, coutume cabraise
 Malam Baro, chef du zongo de Bassari, coutume musulmane
 Bassabi, chef de famille à Bassari (zongo), coutume musulmane.

Tribunal de 1^{er} degré de Lama-Kara

M.M. Palanga Tiédre, chef supérieur des cabrais, coutume cabraise
 Assi Robert, chef du canton de Pya, coutume cabraise

Azoumaro, chef du canton de Lassa, coutume cabraise
 Maman, chef du canton de Soumdina, coutume cabraise
 Tchindou, chef du canton de Tchitchao, coutume cabraise
 Kezie, chef du canton de Kodjéné-Haut, coutume cabraise
 Birega, chef supérieur des lossos, coutume nadéba
 Mahomba, chef du village de Birou (Siou), coutume nadéba
 Bataka, chef du canton de Sara-Kawa, coutume lamba
 Koubatine, chef du canton d'Alloum, coutume lamba
 Assouma, chef du zongo (Lama-Kara), coutume musulmane
 Baoua, Imam à Lama-Kara, coutume musulmane.

Tribunal de 1^{er} degré de Mango :

M.M. Liman Abdoulaye, notable à Mango, coutume tchokossi-musulmane
 N'Djambara, chef du quartier Sangbana, coutume tchokossi-musulmane
 Fambare Djakpa, notable à Mango, coutume tchokossi-musulmane
 Amadou Mandé, commerçant à Mango, coutume tchokossi-musulmane
 Danoulou, commerçant à Mango, coutume haoussa-musulmane
 Aliké, chef du canton d'Ataloté, coutume lamba
 Alfa, chef du canton de Tamberma-Est, coutume temberma
 Bapiri, chef du canton de Takpamba, coutume takpamba
 Bafoulim, chef de village (canton Mogou), coutume tchokossi
 Sambiani, chef de village (canton Mogou), coutume tchokossi
 Arrite, chef de village (canton Kandé), coutume lamba
 Soungoumba, chef du canton de Nagbeni, coutume gourma.

Tribunal de 1^{er} degré de Dapango :

M.M. Mintame, chef de famille à Dapango, coutume moba
 Lateyi, chef du village d'Ourgou, coutume moba
 Lamboni Kaong, chef du canton de Mandoga, coutume moba
 Nagnago, chef du village de Cirkassé, coutume yango
 Bila, chef du village de Boadé, coutume bous-sancé
 Yebliga, chef groupement Mossis, coutume mos-si
 Mahama Yarbaba, chef groupement haoussa, coutume haoussa-musulmane
 Konkonlouti, chef groupement peuhls, coutume peuhl
 Dagande, chef du canton de Kantindi, coutume gourma

Dobre, chef du canton de Korbongou, coutume gourma
 Djafare Laré, chef du village de Pana, coutume gourma
 Koudjo, chef de famille à Bidjenga, coutume gourma.

Par arrêté n° 14 APA, du :

6 janvier 1946. — Sont nommés assesseurs indigènes pour l'année 1946 près les tribunaux de 2^e degré et tribunaux criminels du territoire du Togo :

Tribunal de 2^e degré et tribunal criminel de Lomé
 M.M. Akllassou Joseph, chef du canton de Bè, coutume éwé.

Sémékono Agblévon, chef du canton d'Aflao, coutume éwé.

Anthony Norbertus, notable, coutume ahoulan.

Homawoo Francis, notable, coutume somé.

Sédjro Tété, chef du canton d'Agouévé, coutume éwé.

Katè Joseph, sous-chef du village d'Agouévé, coutume éwé.

Ajavon Emmanuel, notable et chef de quartier, coutume mina.

Agbodjan P. William, notable et chef de quartier, coutume mina.

Fumey Mensah William, notable, coutume mina.

Malm Ahoudou, notable, coutume yorouba.

Malm Sambo, notable, coutume nago et haoussa.

Gboguidigbo Adjaboni, coutume fon.

Tribunal de 2^e degré et tribunal criminel d'Anécho

M.M. Kalipé Paul, chef du canton de Vogan, coutume ouatchi.

Lawson Body, chef supérieur d'Anécho, coutume mina.

Akakpo, chef du village de Vokoutimé, coutume ouatchi.

Assiakoley II, chef du canton de Porto-Ségouro, coutume mina.

Agbanon, chef du canton de Glidji, coutume mina.

Sognigbé Messan, chef du canton d'Aklakou, coutume mina.

Akakpo-Kou, chef du canton d'Amegnran, coutume ouatchi.

Viagbo, chef du canton de Tabligbo, coutume ouatchi.

Ibrahima Mamadou, iman à Anécho

Sani Mama, iman à Anécho

Radji Atidéka, notable nago à Anfoin

Musulmans.

Tribunal de 2^e degré et tribunal criminel d'Atakpamé

M.M. Atchikiti Abassan, chef du canton d'Atakpamé, coutume Ana.

Adjangba Mensah, notable à Atakpamé, coutume éwé.

Ihou Attigbé, chef du canton de l'Akposso-Sud, coutume akposso.

Abbey Amouzou, Joseph, notable à Atakpamé, coutume éwé.

Gnadjogbe Glikpo, notable à Atakpamé, coutume Akposso

Onoudje Djamba, chef du village de Dadja-Fon, coutume fon

Gouvide Danhomé, chef du village de Sada, coutume fon

Kanli Adjonou, chef du village d'Alakoyo, coutume ana.

Katokoli Etéka, chef de Kabraicopé, coutume losso-cabraise.

Ali Mama, chef du Zongo d'Atakpamé, coutume musulmane.

Apetor Henri, chef de la ville de Palimé, coutume éwé.

Adassou Tété, agriculteur à Palimé, coutume éwé.

Tribunal de 2^e degré et tribunal criminel de Sokodé

M.M. Moussa, iman à Dédauré-Sokodé, coutume musulmane.

Boukary, chef de Kolina-Kobidji, coutume coto-coli.

Ouro Sama, notable à Agoulou, coutume coto-coli.

Issaka, chef du canton de Tchamba, coutume cotocoli.

Kerim, notable à Paratao, coutume cotocoli.

Tiagedemou, chef du canton de Paratao, coutume cotocoli.

Abete, chef des villages d'émigration Cabraise, coutume cabraise.

Tchakpede, notable à Dédauré, coutume musulmane.

Alfa Issa, notable à Dédauré, coutume musulmane.

Lankoudjo, chef du village de Lama-Tessi, coutume cabraise.

Kotokoli, chef du village de Aou-Losso, coutume losso.

Atakora, chef du village d'Ayengré, coutume cabraise.

Tribunal de 2^e degré et tribunal criminel de Mango

M.M. Nambiema, chef supérieur de Tchokossis, coutume tchokossi.

Malam Ibrahim, notable à Mango, coutume tchokossi.

Missi-Aoua, notable à Mango, coutume haoussa musulmane.

Tignan, chef du canton de Koumongou, coutume bakango.

Kolani, chef supérieur des Mobas, coutume moba.

Sambiani, chef du canton de Bombouaka, coutume moba.

Tiem Yendabré, chef supérieur des Gourmas, coutume gourma.

Pandame, chef du canton de Bidjenga, coutume gourma.

Gatzaro, chef supérieur des Lambas, coutume lamba.

Gninde, chef du village de Pessidé, coutume lamba.

Kombaté, chef du canton de Dapango, coutume moba.

Youma, chef du canton de Timbou, coutume yanga-boussancé.

Par arrêté n° 15 APA. du :

6 janvier 1946. — Sont nommés assesseurs européens pour l'année 1946 près les tribunaux criminels du territoire du Togo :

Tribunal criminel de Lomé :

M.M. Robert Alexandre, inspecteur des produits
Boutet, sous-chef de bureau des C.F.T.
Tessier, chef de dépôt des C.F.T.
Robin, chef du service de l'agriculture.

Tribunal criminel d'Anécho

M.M. Fontaine, ingénieur-adjoint des services d'agriculture
Prades, co-directeur des Etablissements Jonquet-Prades
Parbot, directeur de la Société Commerciale, Industrielle et Agricole.
Jonquet, co-directeur des Etablissements Jonquet-Prades.

Tribunal criminel d'Atakpamé :

M.M. Azémard, agent de la S.G.G.G. à Atakpamé
Gaillaguet, conducteur principal des travaux agricoles
Peyres Paul, agent de la S.G.G.G.
Walter, chef de district principal à Anié.

Tribunal criminel de Sokodé :

M.M. le R.P. Boursin, missionnaire
le Dr. Ajavon, chef de la circonscription sanitaire
Ricard, missionnaire.

Tribunal criminel de Mango :

M.M. le médecin capitaine Lapeyssonnie
Laurent, instituteur.

Par arrêté n° 19 APA. du :

6 janvier 1946. — M. Escolivet (Jean, Henri Louis), médecin-capitaine des troupes coloniales, chef de la subdivision sanitaire de Palimé, est désigné comme président ad-hoc du tribunal du 1^{er} degré de Klouto pour connaître de l'affaire Issa Aballo Martin, chauffeur du camion de la S.I.P., prévenu du délit de blessures par imprudence, en remplacement du chef de Subdivision empêché.

Libération conditionnelle

Par arrêté N° 25 APA. du :

9 janvier 1946. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Taïrou dit Abroukou Mama Moussédékou, de la prison de Lomé, âgé de 37 ans environ, né à Porto-Novo (Dahomey) fils de feu Taïrou et de Atchiata, cordonnier, de race et coutume yorouba, marié, père d'un enfant, condamné par jugement en date du 5 mars 1945 du Tribunal du 1^{er} degré de Lomé à 1 an de prison, 2.000 frs. d'amende nette pour escroquerie et à la restitution des sommes escroquées.

Pensions et gratifications de réforme

Par arrêté N° 8 F. du :

4 janvier 1946. — Sont accordées les pensions et gratifications de réforme, aux gardes dont les noms suivent, admis à faire valoir leurs droits à la retraite :

I. — Pension pour ancienneté :

Au taux annuel de Neuf cent soixante francs (960 frs.) à compter du 1^{er} novembre 1945 au brigadier de 1^{re} classe Midamon, Mle 814, né vers 1906 à Bissaré (Sokodé).

II. — Pension proportionnelle :

Au taux annuel de Sept cent soixante francs (760 frs.) à compter du 1^{er} août 1945 au brigadier de 1^{re} cl. Baligui, Mle 702, né vers 1907 à Pessaré (Sokodé).

Au taux annuel de Sept cent quatre vingt dix francs (790 frs.) à compter du 1^{er} août 1945 au brigadier de 1^{re} classe Cemoi, Mle 909, né en 1904 à Kidjani (Sokodé).

Au taux annuel de Sept cent soixante dix francs (770 frs.) à compter du 1^{er} août 1945 au brigadier de 1^{re} classe Gnaman, Mle 676, né en 1905 à Défalé (Sokodé).

Au taux annuel de Huit cent dix francs (810 frs.) à compter du 1^{er} août 1945, au brigadier de 1^{re} classe Otoa, Mle 949, né vers 1907 à Kandé (Mango).

Au taux annuel de Sept cent trente francs (730 frs.) à compter du 1^{er} novembre 1945, au brigadier de 1^{re} cl. Tabassi, Mle 775, né vers 1909 à Niamtougou (Sokodé).

Au taux annuel de Sept cent soixante francs (760 frs.) à compter du 1^{er} novembre 1945, au brigadier de 1^{re} classe Yacoubou Katambara, Mle 950, né en 1910 à Katambara (Sokodé).

Au taux annuel de Sept cent soixante dix francs (770 frs.) à compter du 1^{er} août 1945, au brigadier de 2^e classe Agba, Mle 1063, né à Kidiani (Sokodé).

Au taux annuel de Sept cent quatre vingts frs. (780 frs.) à compter du 1^{er} août 1945 au brigadier de 2^e classe Assima, Mle 966, né vers 1908 à Alédjo (Sokodé).

Au taux annuel de Sept cent quarante frs. (740 frs.) à compter du 1^{er} novembre 1945 au brigadier de 2^e cl. Mamaizé Domi, Mle 1303, né vers 1903 à Souma (Tillabeny) Niger.

Au taux annuel de Six cent soixante dix sept frs. (677 frs.) à compter du 1^{er} août 1945 au brigadier de 2^e classe Aléhoré, Mle 1125, né vers 1906 à Siou (Sokodé).

Au taux annuel de Six cent quarante frs. (640 frs.) à compter du 1^{er} novembre 1945 au brigadier de 2^e cl. Aïtongnon, Mle 1024, né vers 1895 à Savalou (Dahomey).

Au taux annuel de Six cent soixante deux frs. (662 frs.) à compter du 1^{er} août 1945 au brigadier de 2^e cl. Assimin, Mle 759, né en 1909 à Kémini (Sokodé).

Au taux annuel de Six cent soixante deux frs. (662 frs.) à compter du 1^{er} août 1945 au brigadier de 2^e cl. Boukary Sama, Mle 740, né en 1905 à Doukouroudé (Sokodé).

Au taux annuel de Sept cent huit frs. (708 frs.) à compter du 1^{er} août 1945 au brigadier de 2^e classe Kali Lima, Mle 971, né vers 1906 à Niamtougou (Sokodé).

Au taux annuel de Six cent soixante dix sept frs. (677 frs.) à compter du 1^{er} août 1945 au brigadier de 2^e classe Nakoutcha, Mle 1176, né à Kandé (Mango) en 1906.

Au taux annuel de Six cent quarante huit frs. (648 frs.) à compter du 1^{er} novembre 1945 au brigadier de 2^e classe Nayiri, Mle 1095, né en 1907 à Garango (Côte d'Ivoire).

Au taux annuel de Six cent quatre vingt cinq frs. (685 frs.) à compter du 1^{er} août 1945 au brigadier de 2^e classe Yenté, Mle 663, né vers 1906 à Tchétchéte (Sokodé).

Au taux annuel de Six cent soixante dix frs. (670 frs.) à compter du 1^{er} août 1945 au garde de 1^{re} cl. Ali V, Mle 700, né vers 1907 à Défalé (Sokodé).

Au taux annuel de Six cent quatre vingt cinq frs. (685 frs.) à compter du 1^{er} mars 1945 au garde de 1^{re} classe Asso II, Mle 923, né vers 1906 à Défalé (Sokodé).

Au taux annuel de Six cent soixante dix frs. (670 frs.) à compter du 1^{er} août 1945 au garde de 1^{re} cl. Békoutaré, Mle 1158, né vers 1906 à Niamtougou (Sokodé).

Au taux annuel de Six cent soixante dix frs. (670 frs.) à compter du 1^{er} août 1945 au garde de 1^{re} cl. Bilégnan, Mle 708, né vers 1907 à Niamtougou (Sokodé).

Au taux annuel de Six cent quarante frs. (640 frs.) à compter du 1^{er} novembre 1945 au garde de 1^{re} cl. Djéhométo, Mle 1092, né à Adjara (Dahomey).

Au taux annuel de Six cent cinquante six francs (656 frs.) à compter du 1^{er} novembre 1945 au garde de 1^{re} classe Fallani, Mle 1198, né vers 1910 à Kouroutié (Dahomey).

Au taux annuel de Six cent quarante huit frs. (648 frs.) à compter du 1^{er} août 1945 au garde de 2^e cl. Gambila II, Mle 1208, né en 1906, à Sergo (Côte d'Ivoire).

Au taux annuel de Six cent quarante huit frs. (648 frs.) à compter du 1^{er} novembre 1945 au garde de 1^{re} classe Koakoao, Mle 1127, né vers 1905, à Konanté (Mango).

Au taux annuel de Six cent quarante huit frs. (648 frs.) à compter du 1^{er} novembre 1945 au garde de 1^{re} classe Lakougnouhan, Mle 1130, né vers 1909, à Niamtougou (Sokodé).

Au taux annuel de Sept cents frs. (700 frs.) à compter du 1^{er} août 1945, au garde de 1^{re} classe Sonia, Mle 918, né vers 1907 à Sion (Sokodé).

Au taux annuel de Six cent cinquante six frs. (656 frs.) à compter du 1^{er} août 1945 au garde de 1^{re} cl. Sohinto Hounsou, Mle 1239, né vers 1907 à Abomey (Dahomey).

Au taux annuel de Six cent soixante deux frs. (662 frs.) à compter du 1^{er} août 1945 au garde de 2^e cl. Alonan, Mle 892, né vers 1907 à Baga (Sokodé).

Au taux annuel de Six cent soixante deux frs. (662 frs.) à compter du 1^{er} août 1945 au garde de 2^e cl. Issa Gouni, Mle 893, né vers 1908 à Bafilo (Sokodé).

Au taux annuel de Six cent quarante huit frs. (648 frs.) à compter du 1^{er} novembre 1945 au garde de 2^e classe Tomodji, Mle 1183, né vers 1905 à Monkpa (Dahomey).

III. — Gratification de réforme

Au taux annuel de Mille deux cents francs (1.200 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945 au garde de 1^{re} classe Alano, Mle 1299, né en 1912 à Niamtougou (Sokodé).

La dépense résultant du paiement de ces pensions de retraite et gratification de réforme, est imputable au budget local du Togo.

Secours

Par décision N° 733 F. du :

27 décembre 1945. — Il est accordé un secours éventuel de huit cents francs (800 frs.) payable en une seule fois à l'ex-tirailleur Ibrahima Taraoré, n° Mle 64.856, originaire de Sokodé, demeurant et domicilié à Sokodé.

La dépense résultant du paiement de ce secours est imputable au budget local, exercice 1945, chapitre XIV — article 2 — paragraphe 1 — (Secours éventuels à des particuliers et secours collectifs à des sinistrés du Territoire).

Par arrêté N° 744 F. du :

27 décembre 1945. — Un secours temporaire de Mille cinq cents francs (1.500 frs.) par an renouvelable tous les trois ans, est accordé aux orphelins de feu Bianou Kamara, facteur adjoint de 2^e classe des P.T.T. du cadre local du Togo décédé à Bassari, le 30 juin 1945 et qui totalisait à cette date, 17 ans 1 mois de services effectifs au Territoire.

Ce secours est payable trimestriellement et à terme échu à M. Boronna, cultivateur à Pagouda (Subdivision de Lama-Kara) tuteur légal des enfants du défunt et frère de ce dernier.

La dépense résultant du paiement de ce secours est imputable au chapitre XIV — article 2 — paragraphe 1 — du budget local du Togo.

Le présent arrêté aura effet à compter du 1^{er} septembre 1945.

Par arrêté N° 745 F. du :

27 décembre 1945. — Un secours temporaire de Deux mille francs (2.000 frs.) par an, renouvelable tous les trois ans, est accordé aux orphelins de feu Georges Kouassi Kingbo, infirmier ppl. de 2^e classe du cadre local du Togo, décédé à l'hôpital de Lomé, le 20 janvier 1945 et qui totalisait à cette date, 15 ans 8 mois 5 jours de services effectifs au Territoire.

Ce secours est payable trimestriellement et à terme échu, à M. Samuel V. Kingbo, catéchiste de la Mission Protestante à Aklakou-Etchavie (Cercle d'Anécho) tuteur légal des enfants du défunt et frère de ce dernier.

La dépense résultant du paiement de ce secours est imputable au chapitre XIV — article 2 — paragraphe 1 du budget local du Togo.

Le présent arrêté aura effet à compter du 1^{er} avril 1945.

Subvention

Par décision N° 730 F. du :

27 décembre 1945. — Une subvention de Deux cent soixante cinq mille francs (265.000 frs.) est accordée à la commune-mixte de Lomé pour lui permettre de faire face à une insuffisance des ressources constatées au titre du budget communal de l'exercice 1945.

La dépense est imputable au chapitre XV — article 5 paragraphe 1 — (Dotations) du budget local — exercice 1945.

Terrain domanial

Par arrêté N° 6 DOM. du :

4 janvier 1946. — En vertu de l'article 2 de l'arrêté N° 181 du 4 avril 1931 est radiée la clause d'indisponibilité mentionnée à la section III, tableau B, du titre foncier N° 328 du territoire du Togo, appartenant au sieur André Kuadjo Johnson.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

AVIS

Examens professionnels

Les différents examens professionnels prévus par l'arrêté n° 288/P du 7 juin 1945 pour l'avancement des agents des cadres locaux indigènes du Togo auront lieu à Lomé aux dates fixées ci-après :

A) — *Examens professionnels pour l'accèsion à la classe exceptionnelle du grade de principal pour les cadres suivants :*

Commis d'Administration;
Assistants de police;
Commis, Mécaniciens et Monteurs électriciens des Transmissions;
Commis des Douanes.

1^{re} — *Epreuves d'instruction générale communes aux agents appartenant aux cadres locaux désignés ci-dessus :*

MERCREDI 3 AVRIL 1946

a) de 8 heures à 11 heures : Composition française;
b) de 14 heures à 17 heures : Arithmétique.

2^{re} — *Epreuves de formation professionnelle :*

Les épreuves de formation professionnelle spéciales à chacun des cadres ci-dessus auront lieu dans l'ordre suivant :

Pour les commis d'administration et les assistants de police :

JEUDI 4 AVRIL 1946

1^{re} — de 8 heures à 11 heures — Interrogation écrite sur l'organisation administrative et judiciaire du Togo;

2^{re} — de 15 heures à 17 heures — Interrogation écrite sur la géographie du Togo et de l'Afrique occidentale française.

Pour les commis, mécaniciens et monteurs électriciens des Transmissions :

SECTION POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Exploitation (Commis)

VENDREDI 5 AVRIL 1946

1^{re} — de 7 heures 30 à 8 heures 30 — Interrogation écrite sur le service postal et les services financiers;

2^{re} — de 8 heures 30 à 9 heures 30 — Interrogation écrite sur l'exploitation télégraphique et téléphonique;

3^{re} — de 9 heures 30 à 10 heures 30 — Interrogation écrite sur la comptabilité;

4^{re} — à 10 heures 30 — Epreuve pratique de transmission et de réception.

Pour les commis des douanes

SAMEDI 6 AVRIL 1946

1^{re} — de 8 heures à 10 heures — La solution de questions de service pratique sur les matières entrant dans les attributions des bureaux et se rapportant aux fonctions de commis;

2^{re} — de 14 heures à 17 heures — Deux questions écrites sur le régime général des douanes, les contentieux et l'organisation générale du service — Notions générales.

B) — *Examens professionnels pour le passage des moniteurs ou monitrices adjoints de 1^{re} classe de l'Enseignement et des infirmiers ou infirmières principaux de 1^{re} classe de l'A. M. I. aux grades de moniteur ou monitrice ordinaire de 2^e classe et d'infirmier ou infirmière en chef de 3^e classe :*

• Pour les moniteurs de l'Enseignement

LUNDI 8 AVRIL 1946

(L'horaire des épreuves sera fixé par le président de la commission d'examen).

1^{re} — Composition écrite sur un sujet de pédagogie des classes rurales ou urbaines — durée : 2 heures;

2^{re} — Analyse d'un texte accompagné de questions portant sur la connaissance de la langue et l'intelligence du texte — durée : 2 heures;

3^{re} — Interrogation orale sur l'organisation matérielle et pédagogique d'une école rurale ou urbaine — durée : 30 minutes par candidat;

4^{re} — Appréciation des travaux d'élèves — durée : 30 minutes par candidat;

5^{re} — Epreuve pratique comportant 2 leçons complètes dans une classe — durée : 1 heure par candidat.

Pour les infirmiers et infirmières de l'A.M.I.

LUNDI 8 AVRIL 1946

(L'horaire des épreuves sera fixé par le président de la commission d'examen).

a) — *Pour les candidats employés dans les services de médecine, de chirurgie, d'accouchement et dans les laboratoires :*

1^o — Composition écrite sur un sujet élémentaire de séméiologie, de pathologie, de thérapeutique ou de pharmacologie — durée : 1 heure ;

2^o — Interrogation orale sur des notions élémentaires d'anatomie et de physiologie humaines — durée : 10 minutes par candidat.

3^o — Interrogation orale sur la technique des soins à donner aux malades ou sur un sujet de petite chirurgie — durée : 10 minutes par candidat.

4^o — Interrogation orale sur des notions élémentaires de séméiologie, pathologie, thérapeutique et pharmacologie — durée : 10 minutes par candidat.

5^o — Exercice pratique sur les soins à donner aux malades ou sur des recherches de laboratoire.

b) — *Pour les candidats employés dans les services de la pharmacie :*

1^o — Composition écrite sur un ou plusieurs sujets de pratique pharmaceutique courante — durée : 1 h.

2^o — Interrogation orale sur les mesures de poids et de volume employées en pharmacie — durée : 10 minutes par candidat ;

3^o — Interrogation orale sur la posologie des médicaments les plus usuels, leur mode d'administration et leurs effets thérapeutiques — durée : 10 minutes par candidat ;

4^o — Exercice pratique portant sur la préparation d'un produit pharmaceutique simple ou l'exécution d'une ordonnance ;

5^o — Exercice de pratique de stérilisation.

c) — *Examens professionnels imposés aux agents provenant des cadres locaux subalternes supprimés ci-après désignés, et devant dépasser dans leurs nouveaux cadres le grade correspondant à la solde maximum de leurs anciens cadres :*

Moniteurs de l'Agriculture ;

Mécaniciens-conducteurs d'automobiles ;

Surveillants de route ;

Opérateurs, ouvriers et chefs d'équipe des Travaux Publics.

Pour les moniteurs d'Agriculture

MARDI 9 AVRIL 1946

(L'horaire des épreuves sera fixé par le président de la commission d'examen).

1^o — Compte rendu sur un sujet se rapportant à l'Agriculture générale, à l'étude agricole d'une région, à l'essai d'une culture — durée : 2 heures ;

2^o — Interrogation orale sur l'arithmétique, le système métrique, la géométrie et l'arpentage — durée : 10 minutes par candidat ;

3^o — Interrogation orale sur les sciences se rapportant à l'Agriculture — durée : 15 minutes par candidat ;

4^o — Une épreuve pratique selon la spécialité de chaque candidat.

Pour les mécaniciens-conducteurs d'automobiles, les surveillants de route et les opérateurs, ouvriers et chefs d'équipe des Travaux Publics :

MARDI 9 AVRIL 1946

1^o — de 7 heures 30 à 9 heures 30 — Rapport écrit sur une question de service ;

A 9 heures 30 — 2^o — Question orale se rapportant à la spécialité du candidat — durée : 30 minutes par candidat ;

3^o — Une épreuve pratique sur la spécialité du candidat.

Les examens professionnels précités auront lieu devant les commissions prévues par les textes particuliers des cadres locaux intéressés.

Les demandes de candidature devront parvenir au Commissaire de la République par la voie hiérarchique le 1^{er} mars 1946 au plus tard, date de la clôture des inscriptions.

Adjudication à bref délai

*Travaux de badigeons
et de peintures aux bâtiments administratifs
de Lomé, pendant l'année 1946*

Le vendredi 26 janvier 1946, à dix heures, il sera procédé, à Lomé, dans les Bureaux du Secrétariat Général, en séance publique et dans les formes réglementaires, à l'adjudication au rabais, sur soumissions cachetées, des travaux de badigeons et de peintures aux bâtiments administratifs de Lomé, pendant l'année 1946.

Le montant des travaux est évalué à 300.000 frs.

Le cautionnement provisoire est fixé à 5.000 frs.

Le cautionnement définitif est fixé à 10.000 frs.

On pourra avoir communication du dossier du projet au Bureau d'Etudes du Service des Travaux Publics, à Lomé, tous les jours de 7 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures.

Un exemplaire du dossier sera remis aux entrepreneurs qui en feront la demande, contre versement de la somme de deux cents francs. La demande devra être adressée au Chef du Service des Travaux Publics du Togo, à Lomé.

Tabac

Le Département vient de faire connaître que les quantités de tabacs en provenance des Colonies françaises susceptibles d'être importées en France par les voyageurs, moyennant le paiement des droits et taxes exigibles, viennent d'être fixées à 500 grammes de tabac ou 500 cigarettes ou 100 cigares par personne et par an.

Seuls les tabacs fabriqués d'origine locale (cigarettes, cigares, tabacs autres) peuvent être exportés d'A.O.F. par les voyageurs.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, à la main du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1312, déposée le 26 décembre 1945 la dame Adélaïde Seddoh, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire majeure non interdite jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 4 ares 12 centiares situé à Lomé, quartier N° 7, Cercle de Lomé et borné au Nord par terrain à Georges Van Lare et à Christian Houllédé, au Sud par la rue du Chemin de fer, à l'Ouest par terrain à Peter Tawuya et à l'Est par terrain à Robert Nuworzah.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1313, déposée le 27 décembre 1945 le sieur Konga profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Yadé, Subdivision de Lama-Kara, agissant en son nom personnel comme propriétaire majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 1 hectare 58 centiares situé à Yadé, Subdivision de Lama-Kara, Cercle de Sokodé connu sous le nom de « Tobou Kadéyau » et borné au Nord par terrain à Mimon, au Sud par la route de Lama-Kara à Tchitchao, à l'Ouest par terrains à Badjaké, à Mézé, à Badabo, à Yélé et à Ladjo et à l'Est par terrains à Béké et à Sondo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1314, déposée le 7 janvier 1946 le Receveur des Domaines, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme représentant le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France a demandé l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo d'un immeuble rural, non bâti, consistant en

un terrain de forme de quadrilatère régulier, en bordure de la route de Lomé à Atakpamé par Amoutivé au kilomètre quatre d'une contenance totale de 6 hectares 45 centiares situé à Lomé, Cercle de Lomé et borné au Nord par terrains à Aboflan, à Anthony et Agegee, à l'Est par terrains à Anthony, à Aboflan et par la rue de Lomé à Atakpamé au Sud par terrains à Aboflan, à Agbozo et à Chimadon, et à l'Ouest par terrains à François Agegee et à Ayih-Kouma.

Il déclare que ledit immeuble appartient au Territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le Conservateur de la propriété foncière p.i.,
E. GUÉRIN.

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur
près la Cour d'Appel de l'Afrique occidentale française — LOMÉ (Togo)

DIVORCE

D'un jugement rendu par le Tribunal de 1^{re} Instance de LOME, le 24 Août 1945, enregistré et signifié, entre M. BODO Angelo, employé à la Société « UNION ELECTRIQUE COLONIALE », demeurant et domicilié à LOME (Togo), et Mme Georgette SAGUET, demeurant et domiciliée à LOME (Togo), son épouse,

il appert que le divorce des époux BODO-SAGUET a été prononcé aux torts et griefs réciproques des parties.

Pour extrait certifié conforme par l'Avocat-défenseur soussigné, à LOME, le 15 Janvier 1946.

R. VIALE.

AVIS

Le public est informé que dorénavant les noms de famille d'Adoté, Adovi, Adoayi, Kpakpo, Moevi, Goeh, Blivi, Bitsi-Bitsi, Ganyi, Messan, etc, etc, se rapportant aux descendants de la tribu « SEMPEY » de Dégbenou Anécho-Togo, seront complétés par celui d'AKUE, le fondateur de la tribu; exemple : Max Goeh AKUE, Pierre Blivi AKUE, Joachim Akpabee AKUE, Thomas Ganyi AKUE, Grégoire Bitsi-Bitsi AKUE, Marcellin Basile AKUE, Barthélemy Adotévi AKUE, etc, etc.

Tous documents, actes etc, portant des adresses ou signatures antérieures conservent leur valeur.

(Anécho-Dégbenou) Sempey, le 1^{er} janvier 1946.

NII AKUE V.

N.B. Le nom de famille AKUESON
est désormais supprimé.